

REVENUS 2017

IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE

18



DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES

Nom

Prénom

Adresse

Si vous déclarez vos revenus en ligne, déclarez en même temps votre patrimoine soumis à l'IFI et ne renvoyez pas cette déclaration.

Si vous déposez une déclaration de revenus papier, joignez impérativement cette déclaration à votre déclaration de revenus.

SITUATION FAMILIALE PARTICULIÈRE

En cas de concubinage, cochez la case

96L

Nom et prénom du concubin

Nom de naissance

Date et lieu de naissance

Numéro fiscal du concubin

En cas de mariage ou de Pacs en 2017, si vous optez pour la déclaration séparée de vos revenus 2017, cochez la case

96M

Nom et prénom du conjoint

Nom de naissance

Date et lieu de naissance

Numéro fiscal du conjoint

En cas de dépôt d'une déclaration n° 2042-IFI avec une déclaration allégée 2042-COV sans revenu, cochez la case

96N

IDENTIFICATION DES ENFANTS MINEURS

Identité des enfants mineurs dont vous-même, ou votre conjoint, partenaire lié(e) par un Pacs ou concubin(e), êtes l'administrateur légal.

Nom, prénom

Date de naissance

Nom, prénom

Date de naissance

Nom, prénom

Date de naissance

Nom, prénom

Date de naissance

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DU OU DES DÉCLARANTS (le cas échéant: conjoint(e), partenaire de pacs, concubin(e))

À

Le

VOTRE PATRIMOINE NET IMPOSABLE AU 1.1.2018 EST SUPÉRIEUR À 1 300 000 €

Détaillez votre actif et votre passif ci-dessous et remplissez les annexes pages 3 à 12. Le cas échéant, joignez également après les avoir complétées, les annexes complémentaires disponibles sur impots.gouv.fr

BIENS DÉTENUS DIRECTEMENT (annexe 2)

IMMEUBLES BÂTIS

Résidence principale (après abattement) 9AA

Autres immeubles bâtis 9AB

IMMEUBLES NON BÂTIS, PARTS DE GROUPEMENTS FORESTIERS OU FONCIERS

Bois, forêts et parts de groupements forestiers 9AC

Biens ruraux loués à long terme 9AD

Parts de Groupements Fonciers Agricoles et de Groupements Agricoles Fonciers 9BA

Autres biens non bâtis 9BB

BIENS DÉTENUS INDIRECTEMENT (annexe 3)

Fraction de la valeur des parts ou actions représentative des **immeubles bâtis** (y compris détention via l'unité de compte d'une assurance-vie rachetable ou d'un contrat de capitalisation) 9CA

Fraction de la valeur des parts ou actions représentative des **immeubles non bâtis** (y compris détention via l'unité de compte d'une assurance-vie rachetable ou d'un contrat de capitalisation) 9CB

PASSIF ET AUTRES DÉDUCTIONS APRÈS APPLICATION ÉVENTUELLE DU PLAFONNEMENT DES DETTES (annexe 4)

Dettes afférentes aux travaux réalisés 9GF

Autres dettes 9GH

VERSEMENTS OUVRANT DROIT À RÉDUCTION D'IMPÔT

– Investissements dans les PME et entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS) réalisés jusqu'au 31.12.2017:

• Investissements directs dans une société 9NE

Détail par PME:

Si vous avez investi via une société de mandat, cochez la case Mandat

N° SIREN	Montant	Mandat	N° SIREN	Montant	Mandat

• Investissements par société interposée (holding) 9NF

• Investissements par le biais de FIP 9MX

• Investissements par le biais de FCPI 9NA

– Dons à des organismes d'intérêt général établis en France 9NC

– Dons à des organismes d'intérêt général établis dans un autre État européen 9NG

PLAFONNEMENT (annexe 5)

Impôts dus au titre des revenus et produits 2017 9PR

Revenus et produits de l'année 2017 *en cas de montant négatif, inscrivez «0»* 9PX

IMPÔTS PAYÉS À L'ÉTRANGER DONT LES CARACTÉRISTIQUES SONT SIMILAIRES À CELLES DE L'IFI (annexe 6)

9RS

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Valeur globale des biens exonérés 9GI

ANNEXE 1

IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE 2018

VOS BIENS AFFECTÉS À L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Si vous possédez, à titre individuel ou dans le cadre d'une société, des biens affectés à l'activité professionnelle principale (cf. notice), exonérés et exclus du patrimoine taxable, remplissez le cadre ci-dessous en fonction des conditions d'exonération

EXONÉRATION LIÉE À LA SEULE CONDITION D'EXERCICE D'UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE À TITRE PRINCIPAL

Vous exercez cette activité :

- dans une entreprise individuelle

- dans une société de personnes

- en tant que gérant majoritaire dans une SARL ou gérant

dans une société en commandite par actions (art. 62 du CGI)

la rémunération des fonctions exercées doit représenter

plus de la moitié des revenus professionnels

EXONÉRATION LIÉE À L'ADRESSE ET À L'ACTIVITÉ DE L'ENTREPRISE OU DE LA SOCIÉTÉ OU DES SOCIÉTÉS AYANT DES ACTIVITÉS SOIT SIMILAIRES, SOIT CONNEXES ET COMPLÉMENTAIRES

EXONÉRATION LIÉE À LA FONCTION ET À LA POSSESSION DE DROITS SOCIAUX

Gérant minoritaire statutaire, Président, Directeur général, Directeur général délégué, Président du conseil de surveillance ou membre du directoire

DÉNOMINATION, N° SIREN, ADRESSE ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ OU DES SOCIÉTÉS AYANT DES ACTIVITÉS SOIT SIMILAIRES, SOIT CONNEXES ET COMPLÉMENTAIRES

FONCTION EXERCÉE
la rémunération doit représenter plus de la moitié des revenus professionnels

POURCENTAGE DU CAPITAL DÉTENU DANS LA SOCIÉTÉ PAR LE REDEVABLE ET LES MEMBRES DE SON GROUPE FAMILIAL

DIRECTEMENT

REDEVABLE

GROUPE FAMILIAL

REDEVABLE

PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE SOCIÉTÉ INTERPOSÉE

GROUPE FAMILIAL

REDEVABLE

GROUPE FAMILIAL

ANNEXE 5

CALCUL DES ÉLÉMENTS DE PLAFONNEMENT DE L'IFI

Si vous bénéficiez du plafonnement, utilisez cette fiche de calcul. Procédez alors selon les modalités suivantes :

1° Remplissez le tableau A. Pour cela, il vous appartient de calculer personnellement les cotisations d'impôt sur le revenu à prendre en compte en consultant le site impots.gouv.fr. Les calculs du tableau A ont pour résultat le montant de la ligne 9PR ;

2° Complétez le tableau B : vous obtenez la valeur de la ligne 9PX.

A. IMPÔTS DUS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU TITRE DES REVENUS ET PRODUITS DE 2017

		DÉCLARATION DE REVENUS 1	
		REDEVABLE de l'IFI	PERSONNES dont les biens n'entrent pas dans l'assiette de l'IFI du redevable
		1	2
REVENUS ET PRODUITS montant net imposable			
Traitements et salaires			
Pensions, retraites, rentes			
Revenus de valeurs et capitaux mobiliers			
Revenus fonciers			
Bénéfices agricoles			
Bénéfices industriels et commerciaux			
Bénéfices non commerciaux			
Rémunérations des gérants et associés			
Plus-values soumises au taux proportionnel ou au barème progressif			
SOUS TOTAL	A		B
REVENU TOTAL IMPOSABLE avant imputation des déficits, charges et abattements	C = A + B	C	
Pourcentage	D = A / C	D	
IMPÔTS NETS À PAYER PAR LE REDEVABLE DE L'IFI			
IMPÔT SUR LES REVENUS soumis au barème progressif au titre de 2017 (avant imputation des seuls crédits d'impôt représentatifs d'une imposition payée à l'étranger et des retenues non libératoires)		E	
Montant de l'IMPÔT SUR LES REVENUS progressif à prendre en considération	F = E x D	F	
Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus		G	
IMPÔT SUR LES REVENUS soumis à taux proportionnels		H	
IMPÔT ACQUITTÉ À L'ÉTRANGER (n'ayant pas donné lieu à un crédit d'impôt représentatif d'une imposition payée à l'étranger)		I	
PRELEVEMENTS LIBÉRATOIRES ACQUITTÉS EN 2017		J	
Montant des prélèvements sociaux (CSG, CRDS, ...), au taux global de 17,2 % s'agissant par exemple des revenus du patrimoine, contribution salariale sur les gains de levée d'options ou d'acquisition d'actions gratuites, contribution sociale sur les gains de parts de <i>corried interest</i> et contribution sur les retraites chapeau		K	

B. REVENUS DU REDEVABLE À PRENDRE EN COMPTE

REVENUS ET PRODUITS PERÇUS au titre de 2017 en France et à l'étranger	MONTANT BRUT	FRAIS PROFESSIONNELS Montant éventuellement plafonné	MONTANT NET DE FRAIS PROFESSIONNELS
	1	2	1 - 2
Traitements, salaires (y compris les avantages en nature)		a	
Pensions, retraites, rentes			
Rentes viagères à titre onéreux (fraction imposable en fonction de l'âge du crédientier lors de l'entrée en jouissance)			b
Revenus de valeurs et capitaux mobiliers (y compris crédits d'impôt, avant abattement)		c	
Revenus fonciers			d
Bénéfices agricoles (avant majoration pour les personnes n'adhérant pas à un centre de gestion agréé)			d
Bénéfices industriels et commerciaux (avant majoration pour les personnes n'adhérant pas à un centre de gestion agréé)			d
Bénéfices non commerciaux (avant majoration pour les personnes n'adhérant pas à une association agréée)			d
Rémunération des gérants et associés		a	
Déficit catégoriel antérieur dont l'imputation sur le revenu global n'est pas autorisée par l'article 156 du CGI et imputé sur les revenus de mêmes catégories			-
Plus-values y compris celles exonérées d'impôt sur le revenu (avant seuils, réductions et abattements)			
Revenus exonérés d'impôt sur le revenu et autres revenus			
Revenus perçus à l'étranger			
Produits soumis à un prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu			
REVENU DISPONIBLE DU REDEVABLE Somme à reporter ligne 9PX de la déclaration			9PX

a. Selon l'option choisie sur la déclaration de revenus 2017 : 10 % ou frais réels.

b. Fraction imposable. Moins de 50 ans : 70 % ; 50 à 59 ans : 50 % ; 60 à 69 ans : 40 %, plus de 69 ans : 30 %

c. Frais de garde ou d'encaissement
d. À l'exclusion de certains déficits

REVENUS DU REDEVABLE AU SENS DE L'IFI À PRENDRE EN COMPTE

REVENUS SOUMIS À L'IR

• Les revenus nets de frais professionnels perçus par le foyer fiscal en 2017, avant toute déduction et abattement et après déduction des seuls déficits catégoriels imputables sur le revenu global c'est-à-dire ceux constatés dans le cadre d'une activité professionnelle : BIC (à l'exclusion des déficits à caractère non professionnel et de ceux des loueurs en meublés non professionnels), BNC provenant de l'exercice d'une profession libérale ou des charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçants (à l'exclusion des déficits non commerciaux à caractère non professionnel), BA (à l'exclusion des déficits agricoles lorsque le total des autres revenus nets catégoriels dépasse 108 904 €).

• Les autres revenus, revenus fonciers, rentes viagères à titre onéreux pour leur montant net et les RCM pour leur montant net avant abattement. En revanche, ne sont pas pris en compte les déficits provenant d'une activité patrimoniale tels que, notamment, les déficits fonciers résultant d'intérêts d'emprunt ou d'autres dépenses pour la fraction du déficit excédant 10 700 €.

• Les déficits catégoriels dont l'imputation sur le revenu global au titre de l'année de leur réalisation n'est pas autorisée par l'article 156 du CGI

sont retenus pour le calcul du plafonnement au titre de l'année de leur imputation sur les revenus de la même catégorie. Le montant imputable ne peut excéder le montant total des revenus.

• Les plus-values sont déterminées sans considération des seuils, réductions et abattements prévus par la loi. Ainsi, pour les plus-values immobilières, il n'est pas tenu compte de la réduction à taux progressif par année de détention. Pour les valeurs mobilières, il n'est pas tenu compte de l'abattement progressif pour durée de détention (abattement commun de 50 % ou 65 % ou abattement renforcé de 50 %, 65 % ou 85 %), ni de l'abattement spécifique prévu au profit des dirigeants de PME européennes qui cèdent les titres de leur société en vue de leur départ à la retraite, au profit des impatriés, ni de la moins-value nette sur cessions de valeurs mobilières cotées et non cotées ainsi que de la perte sur les produits dérivés.

Les moins-values qui n'ont pas pu être prises en compte au titre de l'année de leur réalisation sont retenues l'année de leur imputation à l'impôt sur le revenu pour le calcul du second terme de comparaison.

Remarque. En cas de décès, les revenus du conjoint décédé imposables dans la déclaration commune d'impôt sur le revenu sont excédés de la somme des revenus

communauté, les revenus et produits portés sur cette déclaration et qui proviennent de la communauté sont retenus pour la moitié de leur montant.

REVENUS EXONÉRÉS D'IR ET AUTRES REVENUS RÉALISÉS EN FRANCE OU HORS DE FRANCE EN 2017

- Revenus, notamment de placements, exonérés d'impôt sur le revenu (livret A, livret de développement durable...);
- plus-values immobilières exonérées d'impôt sur le revenu (habitation principale, immeuble détenu depuis plus de 30 ou de 22 ans...) sans considération des réductions et abattements, même exceptionnels;
- autres revenus, dont les produits attachés aux bons et contrats de capitalisation ainsi qu'aux placements de même nature (assurance-vie), qui sont pris en compte lors du dénouement ou du rachat total ou partiel du bon, contrat ou placement.

PRODUITS DE 2017 SOUMIS, EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER, À PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE DE L'IR

Remarque. L'appréciation du total des revenus s'effectue abstraction faite des charges du revenu global, de l'abattement prévu en faveur des personnes âgées ou invalides et de l'abattement pour enfants, mariés ou charges de famille rattachés.

ANNEXE 6

IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE 2018

IMPUTATION DU MONTANT DES IMPÔTS DONT LES CARACTÉRISTIQUES SONT SIMILAIRES À CELLES DE L'IFI ACQUITTÉS HORS DE FRANCE

Avant de remplir cette annexe, consultez la notice.

1. Nom du pays où sont situés les biens ayant donné lieu au paiement de l'impôt					A
2. Valeur nette des biens imposables en France situés dans le pays désigné en A					B
3. Valeur nette de la totalité des biens imposables en France					C
4. Montant de l'impôt français dû sur la totalité des biens imposables					D
5. Maximum déductible de l'impôt ligne D au titre de l'impôt payé dans le pays visé en A					E = (D × B) / C
6. Montant des droits simples payés dans le pays visé en A en raison des mêmes biens imposés en France					
Nom de l'impôt	Date des paiements	Montants des paiements en devises étrangères	Cours du change au jour des paiements	Montants en euros	
				+	
				+	
				+	
				+	
				+	
Total des montants en euros					F
Pièces justificatives jointes					
7. Montant de l'impôt effectivement imputable au titre du pays visé ci-dessus : porter la plus faible des deux sommes E ou F					G
8. Montant de l'impôt à imputer					9RS